

CROUS DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

**RENOVATION DU RESTAURANT UNIVERSITAIRE DU CROUS
AU KREMLIN-BICETRE**

Marché de travaux n°25-4500-349

Procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

L'Acheteur, Maître d'ouvrage :

Crous de l'académie de Créteil

Services centraux

70, avenue du Général de gaulle

94010 CRETEIL

Table des matières

CHAPITRE I^{er} : GENERALITES	4
1 Objet du marché	4
2 Allotissement	4
3 Tranches	4
4 Lieu d'exécution des travaux	4
5 Intervenants	5
5.1 Le Maître d'ouvrage	5
5.2 Le maître d'œuvre	5
5.3 Le Titulaire (l'entrepreneur)	6
5.4 Sous-traitance	6
5.5 Contrôleur technique	7
5.6 CSPS - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	7
6 Pièces contractuelles	8
7 Assurances	9
7.1 Assurances du Titulaire	9
7.1.1 Assurance de Responsabilité Civile professionnelle (RCP)	9
7.1.2 Assurance de Responsabilité Civile Décennale (RCD)	9
7.2 Assurance souscrite par les sous-traitants	10
7.3 Assurances du maître d'ouvrage	10
7.3.1 Assurance responsabilité civile du Maître d'ouvrage (RCMO)	10
7.3.2 Assurance Tous Risques Chantiers (TRC)	10
7.3.3 Assurance Dommages - Ouvrage (DO)	10
7.3.4 Assurance Contrat Collectif de Responsabilité Décennale	10
CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT	11
8 Contenu des prix	11
9 Prix forfaitaires	13
10 TVA	13
11 Variation des prix	13
11.1 Prix fermes et actualisables	13
11.2 Prix révisables	14
11.3 Mois d'établissement des prix du marché	14
11.4 Choix de l'indice de référence	14
11.5 Révision provisoire	15

12	Avance	15
12.1.1	Conditions d'éligibilité.....	15
12.1.2	Montant de l'avance	15
12.1.3	Remboursement de l'avance.....	15
13	Acomptes	15
13.1	Généralités.....	15
13.2	Délais de paiement	16
13.3	Application des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	16
13.4	Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	16
14	Décompte général et solde.....	16
15	Modalités de paiement du Titulaire et des sous-traitants	17
15.1	Facturation électronique.....	17
15.2	Rémunération des sous-traitants payés directement.....	17
16	Cession ou nantissement de créances.....	18
CHAPITRE III : DELAIS ET PENALITES		19
17	Délais d'exécution des prestations	19
17.1	Durée du marché	19
17.2	Délais d'exécution des phases du marché.....	19
18	Pénalités.....	19
18.1	Principes généraux	19
18.2	Pénalités de retard relatives à l'exécution des travaux	20
18.3	Pénalités diverses.....	20
19	Réfaction	21
CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES		22
20	Devoir d'information et de conseil	22
21	Réunions	22
22	Préparation des travaux	22
23	Modification du marché	22
24	Sécurité et hygiène du chantier	23
24.1	Généralité	23
24.2	Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé	23
24.3	Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	23
24.4	Information du maître de l'ouvrage	24
24.5	Obligations en matière de travailleurs détachés	24
24.6	Gestion du compte prorata.....	24
25	Document fournis après exécution	25

CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES	26
26 Réception	26
27 Achèvement de la mission	26
28 Garanties contractuelles	26
28.1 Garantie de parfait achèvement	26
28.2 Garantie de bon fonctionnement	26
28.3 Garantie décennale	26
28.4 Appels en garantie	26
28.5 Retenue de garantie	27
CHAPITRE VI : PROPRIETES INTELLECTUELLES	28
CHAPITRE VII : RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX	28
29 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	28
30 Résiliation du marché pour faute du Titulaire	28
31 Ajournement et interruption des travaux	28
CHAPITRE VIII : DIFFERENDS ET LITIGES	29
32 Différend	29
33 Litige	29
CHAPITRE IX : DEROGATIONS AU CCAG	29

CHAPITRE I^{er} : GENERALITES

1 Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation des travaux de rénovation du restaurant universitaire du Crous au Kremlin-Bicêtre.

La description de l'opération et des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les pièces techniques, notamment les CCTP, du marché.

Le Maître d'ouvrage a déterminé l'appartenance des ouvrages à la catégorie suivante :

- ☐ Construction neuve de bâtiments
- ☒ Réhabilitation d'ouvrage

Travaux en site occupé :

- ☒ Oui
- ☐ Non

Catégorie ERP :

- ☒ 1^{re} catégorie
- ☐ 2^{ème} catégorie
- ☐ 3^{ème} catégorie
- ☐ 4^{ème} catégorie
- ☐ 5^{ème} catégorie
- ☐ Non concernée

2 Allotissement

N° de lot	N° de marché	Intitulé du lot
Lot 1	25-4500-349.1	Démolitions / Curage / Gros-œuvre / Plâtreries
Lot 2	25-4500-349.2	Revêtements de sol coulés
Lot 3	25-4500-349.3	Menuiserie et aménagements divers
Lot 4	25-4500-349.4	Peinture et Sols souples
Lot 5	25-4500-349.5	Electricité
Lot 6	25-4500-349.6	Plomberie / CVC
Lot 7	25-4500-349.7	Equipements de cuisine
Lot 8	25-4500-349.8	Mobiliers

3 Tranches

Sans objet.

4 Lieu d'exécution des travaux

L'opération est située au :
63, rue Gabriel Péri – 94270 Kremlin-Bicêtre

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné par le projet et de toutes les contraintes et sujétions, prévisibles lors de l'établissement de son offre.
Ainsi, le Titulaire s'engage en toute connaissance de cause, après avoir éventuellement visité les lieux et pris contact avec les services du Maître d'ouvrage.

5 Intervenants

5.1 Le Maître d'ouvrage

L'Acheteur, Maître d'ouvrage de l'opération est le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de l'académie de Créteil, situé au 70, avenue du Général de Gaulle à Créteil (94010)

SIRET : 189 400 047 00016

La personne représentant le Maître d'ouvrage est Madame Virginie CATHERINE, Directrice générale du Crous de l'académie de Créteil.

La Division des achats est chargée du suivi de l'exécution du présent marché.

Mél : achat@crous-creteil.fr

Le Maître d'ouvrage peut confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître d'ouvrage » (AMO).

5.2 Le maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

Architecte :
Studio Kiraw
31 rue du Texel,
75014 PARIS
contact@studiokiraw.fr
09 54 00 13 87

BET Fluides :
RCA
1 rue des Mésanges,
77680 ROISSY EN BRIE
d.etile@bet-rca.fr
09 50 94 81 70

BE Cuisine :
Toutes les cuisines
99 rue Charles Bassée,
94120 FONTENAY SOUS BOIS
contact@touteslescuisines.fr
07 68 89 45 44

Economiste :
PARICA
21, rue du Laos
75015 PARIS
contact@parica.fr
01 48 51 79 65

Coordinateur SSI :
Gayet SSI
39 rue Colette,
95310 SAINT OUEN
sgayet.gayetssi@orange.fr
01 30 37 70 92

Elle assure les missions suivantes :

☒ AVP ☒ PRO ☒ ACT ☐ EXE ☒ VISA ☒ DET ☒ OPC ☒ CSSI ☒ AOR

Le maître d'œuvre a la charge de notifier les ordres de service aux Titulaires.

5.3 Le Titulaire (l'entrepreneur)

Le Titulaire du marché est l'opérateur économique ou le groupement qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énumérés au sein du règlement de consultation, sous-réserves de la production par celui-ci de l'ensemble des justificatifs administratifs demandés par le Maître d'ouvrage.

L'ensemble des compétences présentées par le Titulaire dans son offre sera à maintenir en phase exécution.

Aussi, le Maître d'ouvrage attend du Titulaire de ce marché une qualité d'exécution irréprochable, une capacité à mobiliser ses équipes, et à mettre en œuvre des actions de pilotage et de contrôle qualité.

5.4 Sous-traitance

Le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La déclaration et l'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant se fait à l'aide du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance). Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC4-2019.doc

La société sous-traitante doit se garantir dans les mêmes conditions que le Titulaire et est assujettie aux mêmes obligations administratives s'agissant de la communication des documents et attestations exigés du Titulaire. Le Titulaire doit donc veiller à transmettre avec le formulaire DC4 les documents suivants :

- ☒ Formulaire DC1 complété
- ☒ Formulaire DC2 complété (en veillant d'y indiquer ou d'annexer les renseignements permettant d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ainsi que le chiffre d'affaires sur les trois dernières années et les moyens humains)
- ☒ Certificat de qualification et les références significatives de l'opérateur au regard de l'objet du marché
- ☒ Extrait K-bis de moins de trois mois ou équivalent
- ☒ Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois ou équivalent
- ☒ Attestation de régularité fiscale de paiement de l'impôt sur le revenu et les sociétés de l'année civile en cours ainsi que celle de la société mère le cas échéant
- ☒ Attestations d'assurance valides RC et DO couvrant les activités prévues au marché
- ☒ Attestation de paiement à la caisse des congés payés et du chômage intempéries BTP
- ☒ Formulaire de création de tiers complété et RIB

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du Titulaire.

Le formulaire DC4 doit préalablement être visé par la maîtrise d'œuvre qui le communique ensuite au Maître d'ouvrage pour signature.

5.5 Contrôleur technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique.

Les missions confiées au bureau de contrôle sont les suivantes :

Missions de base :

- ☒ LP : Solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables
- ☒ S : Sécurité des personnes dans les constructions

Missions complémentaires :

- ☒ F : fonctionnement des installations
- ☒ LE : Solidité des ouvrages existants
- ☐ AV : Stabilité des avoisinants
- ☒ PV : récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage
- ☐ GTB : Gestion technique du bâtiment
- ☐ HYS : Hygiène et santé dans les constructions
- ☐ ENV : Protection de l'environnement : application de la réglementation
- ☐ CO : Coordination des missions de contrôle
- ☒ Hand et ATTHAND : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- ☒ Ph : Isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- ☒ Th et ATT TH : Isolation thermique et économies d'énergies
- ☐ SEI : Vérification des aménagements mobiliers réalisés dans un ERP avant ouverture
- ☐ VT : Diagnostic préalable d'une construction existante
- ☒ Viel : vérification initiale des installations électriques
- ☒ CONSUEL : vérification avant mise sous tension des installations électriques

Le contenu de chacune de ces missions est détaillé dans le décret n° 99-443 du 28 mai 1999. Il devra également être conforme à celui décrit dans la norme NF PO3-100 de septembre 1995.

Le Titulaire doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le Maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que lors de la réalisation des travaux.

Bureau de contrôle :

POINT CONTROLES

1 Allée, Emile Cohl,

77200, TORCY

mohammed.taoufik@pointcontroles.fr

09 87 57 05 50 / 06 58 30 25 94

5.6 CSPS - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Niveau de coordination SPS :

- ☐ Niveau 1
- ☒ Niveau 2
- ☐ Niveau 3

La mission confiée au coordonnateur, ci-après dénommé CSPS, est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (article R. 4532 du Code du travail).

Au titre de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des décrets et arrêtés d'application, et en fonction des caractéristiques de l'opération, un Plan Général de Coordination (PGCSPS) et des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) pourront être établis en étroite relation avec le Titulaire.

Le Titulaire est tenu :

- de répondre à toute sollicitation du Coordonnateur formalisée dans le Registre Journal ;
- de fournir sans délai au Coordonnateur toute information sur les éléments ou modifications du Projet ou de son organisation susceptible d'affecter le Plan Général de Coordination.

Coordinateur SPS :

QUALICONSLT – Agence de Bouffemont
16 rue de la République,
95570, BOUFFEMONT
yacine.haddar@qualiconsult.fr
0695985543

6 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes (en cas de contradiction entre leurs stipulations elles prévalent dans cet ordre de priorité) :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le planning détaillé définitif (après validation du maître d'ouvrage) ;
- Les pièces techniques du Dossier de consultation (sans ordre de priorité entre les pièces suivantes) :
 - CCTP & annexes
 - Pièces graphiques
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au moment de la publication de l'avis de l'appel d'offres ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations prévues par le marché ;
- Les pièces financières du marché ;
- L'offre technique du Titulaire dans ce qu'elle engage ce dernier dans les modalités d'exécution du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Nota : les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Les dispositions législatives, réglementaires et les normes de l'Union européenne applicables aux prestations prévues par le marché doivent être scrupuleusement respectées par le Titulaire.

Dans le prolongement de son obligation de conseil, le Titulaire devra informer le Maître d'ouvrage de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le présent marché durant toute la durée de celui-ci.

Toute clause portée dans les conditions générales ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.

7 Assurances

7.1 Assurances du Titulaire

D'une façon générale, le Titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil et des risques mis à sa charge par l'Article 1788 du même Code ainsi que des principes posés par la jurisprudence.

Le Titulaire est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci. Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du Maître d'ouvrage par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les garanties doivent être de conditions nécessaires et suffisantes. Le Titulaire supportera toute surprime éventuelle liée à une insuffisance de garantie.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire du marché ainsi que ses cotraitants doivent justifier qu'ils sont Titulaires des assurances décrites ci-après.

Les justificatifs devront être produits à chaque renouvellement de contrats par le Titulaire.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître d'ouvrage ou son assureur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Le Titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'ouvrage.

7.1.1 Assurance de Responsabilité Civile professionnelle (RCP)

Le Titulaire est tenu de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutifs et non consécutif du fait des travaux qu'il réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou après réception.

Cette police d'assurance devra garantir l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant incomber au Titulaire à quelque titre que ce soit, y compris du fait des sous-traitants.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le Titulaire unique du marché ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

7.1.2 Assurance de Responsabilité Civile Décennale (RCD)

Le Titulaire doit avoir souscrit des garanties, en état de validité au jour de l'ouverture du chantier, couvrant :

- Sa responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 du code civil, conformément à l'article L. 241-1 du code des assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe 1 à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- La garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du code civil ;
- Les dommages immatériels consécutifs après réception, qui pourront être apportés par certains membres du groupement par leur contrat RC qui seront conformes à la loi n°2003-706 du 1er août 2003.

7.2 Assurance souscrite par les sous-traitants

Le Titulaire s'assurera que ses sous-traitants sont titulaires des garanties et assurances suffisantes.

7.3 Assurances du maître d'ouvrage

Le Titulaire est informé par le Maître d'ouvrage de la souscription des assurances suivantes.

La non-souscription ou le retard dans la souscription de ces assurances ne peut en aucun cas constituer, pour le Titulaire et ses sous-traitants, un motif de suspension ou de refus des prestations prévues au marché.

7.3.1 Assurance responsabilité civile du Maître d'ouvrage (RCMO)

L'assurance de responsabilité civile du Maître d'ouvrage vise à garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le Maître d'ouvrage est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers au Marché, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, survenus à compter du démarrage des travaux.

Le Maître d'ouvrage :

- ☐ N'a pas souscrit une police RCMO.
- ☒ A souscrit une police RCMO.

7.3.2 Assurance Tous Risques Chantiers (TRC)

Le Maître d'ouvrage :

- ☐ N'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.
- ☒ A prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

7.3.3 Assurance Dommages - Ouvrage (DO)

Le Maître d'ouvrage :

- ☒ N'a pas prévu de souscrire une police tous dommage ouvrage.
- ☐ A prévu de souscrire une police d'assurance dommage ouvrage.

7.3.4 Assurance Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Le Maître d'ouvrage :

- ☒ N'a pas prévu de souscrire à un Contrat Collectif de Responsabilité Décennales.
- ☐ A prévu de souscrire à un Contrat Collectif de Responsabilité Décennales.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT

8 Contenu des prix

Les prix prévus pour les travaux sont fixés à l'acte d'engagement. L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses cotraitants éventuels.

Conformément à l'article 9 du CCAG-TVX, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

De même, le prix payé au Titulaire tient compte notamment :

- des frais de pilotage, des marges du mandataire et des co-traitants pour défaillance éventuelle des co-traitants et des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations ;
- de l'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix, à la charge de l'entrepreneur (voie d'accès, piste de chantier, accès riverains, rétablissement des écoulements naturels, etc.) ;
- de tous les frais de branchement, de connexion, de création d'abonnement et de consommation, aux réseaux d'eau, d'électricité, de froid/chaleur et télécoms nécessaires à son installation, au chantier jusqu'à la date de réception des prestations de la phase Travaux ;
- de la nécessité de maintenir en permanence les chaussées et voies ouvertes à la circulation publique, en particulier pour les propriétaires riverains et le passage des transports en commun ;
- des délais d'exécution qui figurent dans l'acte d'engagement ainsi que des résultats des essais et contrôles demandés par le Maître d'ouvrage ;
- des délais d'exécution et frais liés à la mise en place de contrôles internes et externes et notamment des délais liés à la levée des points d'arrêt ;
- de la nécessité de maintenir, 24/7, la signalisation temporaire et de remplacer les éléments défectueux ;
- de l'ensemble des prestations intellectuelles, de production, de mise en œuvre et de contrôle des procédures exigées dans le domaine de la qualité ;
- de tous les frais engendrés par la participation obligatoire du Titulaire à toutes les réunions d'études, de chantier, de synthèse, ainsi qu'à toutes les réunions spécifiques qui pourraient être organisées à l'initiative du Maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché ;
- de tous les frais d'études d'exécution, l'établissement des plans d'exécution d'ouvrage, des notes de calcul, l'ensemble des documents à produire dans le cadre de la période de préparation des travaux ;
- de tous les frais d'installation de chantier et de protections nécessaires, de maintien des locaux sécurisés de chantier, de tous matériels et tous matériaux susceptibles d'être utilisés comme arme ou projectile pour troubler l'ordre public ;
- de tous les frais afférents à l'assistance et au suivi des dossiers sinistres et contentieux (y compris réclamations de toutes sortes) ;
- de la coactivité sur le chantier et la gestion des interfaces avec d'autres entreprises le cas échéant ;
- des contraintes inhérentes au travail éventuel le week-end ou les jours fériés et de nuit ;
- des prestations de manutention, transport, stockage intermédiaire des matériaux et fourniture entre le lieu de fabrication et leur site d'installation, les aides mécaniques et accessoires de préhension nécessaires à la manutention des matériaux jusqu'au poste de travail ;
- des sujétions afférentes à la complète garde de l'ouvrage et des équipements de toutes natures intégrés à l'ouvrage ;
- des dépenses d'installation et d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du marché ;
- des garanties de parfait achèvement, biennale, décennale, et garanties particulières énumérées dans le marché ;

Pour le nettoyage du chantier, le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge.

Sont également à la charge du Titulaire les dépenses suivantes :

- frais de remise en état de la voirie et des réseaux divers détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériaux mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsque l'auteur ne peut être découvert ;
- frais de nettoyage en cours et en fin de chantier.

Plus spécifiquement, pour le nettoyage du chantier, le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge. Pour le chantier :

- le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et immédiatement après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- le Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre ;
- le Titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

Ce nettoyage concerne notamment :

- les sols durs (carrelage, pierre, parquet, caniveaux etc.) ;
- les sols souples (moquette, linoléum, thermoplastique, fibres végétales, tapis) ;
- les murs, poteaux, gaines techniques plinthes, locaux techniques ;
- les plafonds ;
- les appareils sanitaires, la robinetterie, les corps de chauffe, les canalisations apparentes dans les pièces, les plans ;
- les quincailleries (bouton de porte, béquille, ferronnerie, stores) ;
- les appareils électriques, les appareillages, les volets de désenfumage, les filtres ;
- les vitres, les glaces, les fenêtres, les portes ;
- les meubles, garde-corps, placards, revêtements muraux, emmarchements, luminaires.

Sont compris dans le nettoyage, le balayage et l'évacuation :

- des lits de sciure protecteurs des sols
- des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes.

Les produits et procédés de nettoyage employés devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface. En particulier, l'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'il ne devra pas employer d'acide.

En cas de manquement constaté, le Maître d'ouvrage peut faire nettoyer la zone concernée aux frais du Titulaire, après simple avertissement.

En conclusion, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation d'un ouvrage répondant en tous points aux obligations du marché et à l'usage auxquels cet ouvrage est destiné, dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

9 Prix forfaitaires

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

La décomposition de ce prix est établie par le Titulaire et sous son entière responsabilité. Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 14 du CCAG-TVX ;
- le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

10 TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCAP sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prestations sous traitées seront soumises à l'autoliquidation de la TVA, en application du 2^{on} alinéa de l'article 283 du Code général des impôts : « Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1^{er} de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujéti, la taxe est acquittée par le preneur ».

11 Variation des prix

11.1 Prix fermes et actualisables

Les prix sont fermes pour les lots dont la durée d'exécution des prestations est inférieure à 3 mois.

Toutefois, les prix fermes seront actualisés si un délai de plus de trois mois s'écoule entre la date de remise de l'offre finale (m0) et la date de début d'exécution des prestations.

La formule d'actualisation des prix est la suivante :

$$Pa = P0 (0,15 + 0,85 Im-3/I0)$$

Pa = Prix actualisé HT.

P0 = Prix de l'offre finale HT.

I0 = Index du mois de remise de l'offre finale.

Im-3 = Index du mois antérieur de trois mois au mois de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des travaux.

11.2 Prix révisables

Les prix sont révisables pour les lots dont la durée d'exécution des prestations dépassent 3 mois.

La formule de révision est la suivante :

$$Pr = P0 (0,15 + 0,85 Im/I0)$$

Pr = Prix révisé HT.

P0 = Prix de l'offre finale HT.

I0 = Index du mois de remise de l'offre finale.

Im = Index du mois de réalisation des travaux.

11.3 Mois d'établissement des prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (mois de remise de l'offre finale du Titulaire au Maître d'ouvrage)

11.4 Choix de l'indice de référence

Les indices de référence, choisis en raison de leur structure pour l'actualisation ou la révision du prix des prestations, sont les suivants, publiés sur le site de l'INSEE :

Lot	Index BT de référence (I)
Démolitions / Curage / Gros-œuvre / Plâtreries	BT01 (Identifiant 001710986)
Revêtements de sol coulés	BT01 (Identifiant 001710986)
Menuiserie et aménagements divers	BT01 (Identifiant 001710986)
Peinture et Sols souples	BT01 (Identifiant 001710986)
Electricité	BT47 (Identifiant 001710979)
Plomberie / CVC	BT01 (Identifiant 001710986)
Equipements de cuisine	CPF 27.51

	(Identifiant 010534704)
Mobiliers	CPF 31.01 (Identifiant 010534738)

11.5 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index correspondant.

12 Avance

Le régime de l'avance est celui défini par l'option B de l'article 10.1 du CCAG-TVX.

12.1.1 Conditions d'éligibilité

L'acheteur accorde une avance au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance sera versée au Titulaire, sauf indication contraire indiqué par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

12.1.2 Montant de l'avance

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

12.1.3 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial des prestations de conception et de réalisation des Travaux. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial des prestations de conception et de réalisation des Travaux.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

13 Acomptes

13.1 Généralités

Le règlement des comptes se fait par acomptes mensuels dont le solde est établi et réglé conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-TVX.

Les travaux sont constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés.

Avant la fin de chaque mois, le Titulaire remet au maître d'œuvre son projet de décompte. Le projet est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre ; il devient alors le décompte mensuel.

13.2 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

13.3 Application des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du présent contrat ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai.

Le taux desdits intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le présent contrat prévoit l'échelonnement de son exécution et des versements auxquels il donne lieu, aucune créance ne peut devenir exigible, aucun intérêt moratoire ne peut commencer à courir avant les dates ainsi prévues par le présent contrat.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal (R. 2192-36 du code de la commande publique).

Dans tous les cas, le dépassement du délai de 45 jours donnera lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1153 du code civil.

13.4 Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Tout retard de paiement donnera lieu, en plus des intérêts moratoires, au versement d'une indemnité forfaitaire dont le montant est fixé par l'article D. 2192-35 du code de la commande publique pour frais de recouvrement au profit du Titulaire ou du sous-traitant. Ce montant est fixé à 40 euros.

14 Décompte général et solde

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-TVX.

L'alinéa de l'article 12.4.4 du CCAG-TVX « *Si, dans ce délai de dix jours, le Maître d'ouvrage n'a pas notifié au Titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le Titulaire devient le décompte général et définitif* » n'est pas opposable au Maître d'ouvrage.

Le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et au Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO) ont été fournis.

15 Modalités de paiement du Titulaire et des sous-traitants

15.1 Facturation électronique

La facturation interviendra après service fait.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, à son décret d'application du 2 novembre 2016 et à l'art. 289 bis CGI, le Titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'État, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire a le choix de saisir directement leurs factures sur le portail, ou de déposer leur facture en format .pdf. Pour l'émission de factures en nombre important, leur transmission peut se faire en échange de données informatisé (EDI).

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le Titulaire trouvera toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce dispositif vous permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

Pour le traitement de chaque facture, il est impératif d'y porter les mentions listées ci-dessous :

Au titre du code général des impôts (article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI) :

- ✓ Date de facture
- ✓ Numéro d'identifiant unique de la facture
- ✓ Raison sociale et adresse
- ✓ SIRET ou, à défaut, SIREN
- ✓ Montant TTC et HT
- ✓ Taux de TVA appliqué et montant
- ✓ Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

Et pour le traitement de votre facture :

- ✓ La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ) qui vous a été ou vous sera transmise lors de la notification du marché.
- ✓ Le code du service exécutant indiqué dans le corps de l'adresse,
- ✓ L'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité.

15.2 Rémunération des sous-traitants payés directement

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'ouvrage, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou un acte spécial (DC4).

16 Cession ou nantissement de créances

Il sera fait application des articles R. 2191-46 et suivants du code de la commande publique.

CHAPITRE III : DELAIS ET PENALITES

17 Délais d'exécution des prestations

17.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la notification de l'acte d'engagement signé au Titulaire et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue au CCAG-TVX ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.

17.2 Délais d'exécution des phases du marché

Phase réalisation	Date ou durée	Point de départ
Démarrage estimé des travaux	Janvier 2025	OS démarrage préparation travaux
Réception estimée des travaux (compris mobilier)	Septembre 2026	

Le calendrier détaillé d'exécution précise les dates d'intervention relatives à chaque lot.

18 Pénalités

18.1 Principes généraux

Le Maître d'ouvrage peut appliquer des pénalités au Titulaire, par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX et dans les conditions ci-après.

Les pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du Marché à la date de fin de la garantie de parfait achèvement. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la résiliation.

Les pénalités sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout moyen écrit permettant de confirmer la date de réception du courrier au Titulaire.

Sauf exception ci-après, les pénalités sont dues de plein droit sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités sont déduites des acomptes et demandes de paiements payés au Titulaire. Le Titulaire s'oblige à déduire les pénalités dont la mise en œuvre lui aura été notifiée du premier acompte ou de la première demande CCAP

de paiement présenté après cette notification.

En tout état de cause, le Maître d'ouvrage se reverse le droit d'émettre des titres exécutoires pour réclamer le paiement des pénalités appliquées.

Toutes les pénalités mentionnées sont en euros ; elles s'entendent sans TVA. Les pénalités ne sont pas assujetties à la révision des prix.

L'application de pénalités n'exonère pas le Titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du Marché.

Les pénalités ne sont pas libératoires. L'application des pénalités ne préjugeant aucunement des éventuelles actions en responsabilité que le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire à l'encontre du Titulaire, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TVX, aucune exonération n'est prévue si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les délais d'exécution comprennent l'ensemble des délais nécessaires à la réalisation, la validation et la remise des études d'exécution ainsi que des documents d'exécution.

Ils incluent également les délais nécessaires à la mise à jour éventuelle de ces documents.

Le délai de production initial de ces pièces est fixé à 7 jours calendaires à compter de la demande de diffusion. En cas de nécessité de mise à jour, un délai supplémentaire de 7 jours calendaires est accordé à compter de la demande de modification.

18.2 Pénalités de retard relatives à l'exécution des travaux

Les pénalités de retard seront appliquées sur simple constat du Maître d'ouvrage, pour tout non-respect du calendrier d'exécution qui empêcherait l'enchaînement des corps d'état, ou retarderait la réception des travaux.

Les pénalités de retard seront également appliquées pour tout non-respect dans la remise des documents de fin de chantier et le non-respect des délais de levée des réserves le cas échéant.

Elles seront appliquées par jour calendaire de retard et sont fixées à 1/1000ème du montant global et forfaitaire des travaux, avec un minimum de 100 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TVX; le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

18.3 Pénalités diverses

- Découverte d'un sous-traitant non déclaré : 10 000 € HT par occurrence.
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plan de synthèse, documentation ; DOE...) : 300 € par jour calendaire et par document.
- Réalisation de travaux sans documents d'exécution visé VSO par le maître d'œuvre et le contrôleur technique. Pénalité de 1000 € HT par infraction constatée et reprise des travaux à la charge du titulaire.

- Dépôt de matériel et gravats en-dehors des zones prescrites, occupation d'espaces dans une zone non dévolue au chantier, 150 € HT par infraction et par jour calendaire d'infraction à compter du constat.
- Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves 300 € HT par jour calendaire.
- Non-respect des demandes de nettoyage systématique et journalier : 300 € HT par infraction constatée et par jour calendaire de non-réalisation des prestations considérées.
- Refus d'exécution d'un ordre de service ou d'une décision du maître d'ouvrage : 300 € HT par jour calendaire.
- Défaut dans l'établissement ou la mise à jour du cahier des avis négatifs ou avec réserves formulés par le contrôleur technique : 300 € par occurrence.
- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé : 300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut.
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace : 300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut.
- Absence de port de badge nominatif pour l'ensemble du personnel du groupement et de ses sous-traitants présents sur le chantier : 50 € par occurrence.
- Absence et de non-représentation à une réunion de chantier : 1 000 € par absence.
- Le Non-respect des obligations de confidentialité entraînera l'application d'une pénalité de 3 000 € par occurrence.

19 Réfaction

Si après vérification ou contrôle, il apparaît que les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de réceptionner ces prestations en appliquant une réfaction proportionnelle à la valeur des prestations non réalisées ou souffrant de malfaçons.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application de réfaction, le cas échéant.

CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES

20 Devoir d'information et de conseil

Le Titulaire est tenu de signaler sans délai au Maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le Titulaire doit également proposer au Maître d'ouvrage tous moyens permettant de régler ces dysfonctionnements.

Le Titulaire se voit confier un rôle de conseil dans le cadre du marché. Celui-ci est force de proposition et est dans l'obligation de présenter au Maître d'ouvrage tout procédé permettant de satisfaire de manière plus efficace ou plus économique les besoins du Maître d'ouvrage. Ce rôle de conseil a pour objectif de mettre en œuvre une logique d'amélioration continue des performances du marché.

21 Réunions

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser toute réunion concernant les prestations du présent marché. Les réunions de chantier se déroulent sur site. Les installations de chantier sont équipées en conséquence de locaux adaptés.

22 Préparation des travaux

Sauf stipulations contraires indiquées dans les pièces particulières du marché, le CCAG-TVX définit les obligations du Titulaire en phase préparation des travaux.

23 Modification du marché

Le présent marché public peut être modifié conformément aux articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

En cas de modifications du programme, de prestations modificatives ou supplémentaires demandées par le Maître d'ouvrage, d'aléas ou travaux imprévus, les conditions initiales du marché en termes de délais et de coût peuvent être modifiées. Le cas échéant, elles peuvent donner lieu à un avenant au marché les conditions suivantes :

Elles peuvent intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

a) modifications dans la consistance du projet apportées par le Titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non-observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du Maître d'ouvrage ;

b) modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme demandées par le Maître d'ouvrage : dans ces conditions, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par avenant ;

c) modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au Maître d'ouvrage : par exemple à la suite d'un changement de la réglementation postérieurement à la notification du marché : se reporter au cas précédent (b).

En complément des cas de modification susmentionnés, il est précisé que seuls les travaux commandés par les ordres de service signés par le maître de l'ouvrage pourront, le cas échéant, modifier le prix du marché.

Dans les cas d'urgence nécessités par les besoins du chantier, le Maître d'ouvrage peut décider, de délivrer un ordre de service commandant l'exécution de travaux modificatifs qui seront alors provisoirement réglés sur dépenses contrôlées décrites au CCAG-TVX.

Des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être conclus dans les conditions fixées à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

24 Sécurité et hygiène du chantier

24.1 Généralité

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Le contrat de sous-traitance mentionne le cas échéant, l'obligation pour le sous-traitant d'élaborer un PPSPS.

24.2 Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur les entreprises et les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- ni la maîtrise d'ouvrage ou son représentant de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées ;
- ni le Titulaire de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au maître de l'ouvrage ou son représentant et le cas échéant au collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du Maître d'ouvrage ou son représentant, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

24.3 Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire du marché est tenu de remettre au Maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D. 8222-5 du code du travail s'il est établi en France, et D. 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le Titulaire du marché est tenu de remettre également au Maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

24.4 Information du maître de l'ouvrage

Le Titulaire a l'obligation d'informer immédiatement dans un délai maximum de douze (12) heures le Maître d'ouvrage de tout incident ou de tout accident survenu sur le chantier.

Le Titulaire indiquera dans chaque rapport mensuel le récapitulatif des éventuels incidents depuis le début du chantier.

24.5 Obligations en matière de travailleurs détachés

Si le Titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au Maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du code du travail.

24.6 Gestion du compte prorata

Dans le cadre du présent marché, certaines installations ou prestations communes à l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier (notamment clôtures, voies d'accès, base vie, installations de sécurité, entretien général du chantier, etc.) sont mises en place afin d'assurer le bon déroulement des travaux.

Un compte prorata est ouvert et géré par l'entreprise titulaire du lot 1.

L'entreprise gestionnaire du compte prorata assure la tenue du compte, le suivi des dépenses et leur répartition entre les différents titulaires de marchés ou de lots, selon les modalités définies ci-dessous

La participation financière de chaque entreprise aux dépenses communes est déterminée :

- soit au prorata du montant initial de leur marché (montant HT du marché) ;
- soit selon une répartition spécifique fixée dans une convention annexe (qui peut prendre notamment en compte la durée d'intervention des titulaires de lot sur le chantier), signée par les entreprises concernées et validée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les dépenses imputables au compte prorata comprennent notamment :

- les frais de mise en place, d'entretien et de retrait des installations communes (clôtures, panneaux de signalisation, bennes à déchets, etc.) ;
- les consommations d'eau, d'électricité et d'autres fluides pour les parties communes ;
- les frais de nettoyage des voies communes ;
- les dépenses de sécurité collective (gardiennage, vidéosurveillance, dispositifs anti-chute collectifs) ;
- et toute autre prestation nécessaire au bon fonctionnement du chantier et non directement imputable à une entreprise particulière.

Le gestionnaire du compte prorata produit des justificatifs détaillés des dépenses engagées et des répartitions effectuées. Ces éléments sont transmis mensuellement aux autres entreprises et au maître d'œuvre.

Les montants dus par les entreprises sont réglés directement au gestionnaire, selon les modalités convenues.

En cas de contestation sur le fonctionnement du compte prorata, les différends seront tranchés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre, dans le respect des règles de la commande publique.

25 Document fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG-TVX, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage et aux intervenants intéressés les documents prévus à l'article 40 du CCAG-TVX (notamment DIUO et DOE).

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le Titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dans les conditions fixées au CCAP, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché.

CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES

26 Réception

Les dispositions des articles 41 et suivants du CCAG-TVX sont applicables.

27 Achèvement de la mission

La mission du Titulaire s'achève après réception et à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1. du CCAG-TVX) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

28 Garanties contractuelles

28.1 Garantie de parfait achèvement

Voir article 44 du CCAG-TVX.

28.2 Garantie de bon fonctionnement

Les éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans à compter de la réception des travaux.

Un élément d'équipement est considéré comme étant dissociable de l'ouvrage lorsque qu'il ne fait pas corps avec l'un des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert et lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut pas s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

28.3 Garantie décennale

Les désordres apparus dans le délai d'épreuve de dix ans, de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage ou à le rendre impropre à sa destination dans un délai prévisible, engagent la responsabilité du constructeur, sans qu'il soit nécessaire que ces désordres revêtent un caractère général et permanent.

Les entreprises qui s'engagent conjointement et solidairement envers le Maître d'ouvrage à réaliser une opération de construction, s'engagent conjointement et solidairement non seulement à exécuter les travaux, mais encore à réparer le préjudice subi par le Maître d'ouvrage du fait de manquements dans l'exécution de leurs obligations contractuelles.

Un constructeur ne peut échapper à sa responsabilité conjointe et solidaire avec les autres entreprises co-contractantes, au motif qu'il n'a pas réellement participé aux travaux révélant un tel manquement, que si une convention, à laquelle le Maître d'ouvrage est partie, fixe la part qui lui revient dans l'exécution des travaux.

28.4 Appels en garantie

Le Titulaire peut être appelé en garantie par le Maître d'ouvrage pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent marché, même après le prononcé de la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils pourront faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent marché sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

28.5 Retenue de garantie

Il est institué une retenue de garantie fixée à 5 % (3% pour les PME) du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

La garantie de substitution est établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire. L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Le Titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire. L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Le régime des garanties est défini aux articles R. 2191-32 et suivants du code de la commande publique.

CHAPITRE VI : PROPRIETES INTELLECTUELLES

Voir Chapitre 6 du CCAG-TVX.

CHAPITRE VII : RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX

29 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Lorsque le Maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 1%.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

30 Résiliation du marché pour faute du Titulaire

En plus des cas prévus à l'article 50.3 du CCAG-TVX, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prononcer, en cas de faute grave ou répétée, une résiliation aux frais et risques du Titulaire.

Si le présent marché est résilié pour faute du Titulaire la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 5%.

31 Ajournement et interruption des travaux

L'article 53.2 du CCAG-TVX « *Interruption des travaux pour retard de paiement* » n'est pas applicable au marché.

CHAPITRE VIII : DIFFERENDS ET LITIGES

32 Différend

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer ; le Maître d'ouvrage assurant une mission de service public.

Le Titulaire et le Maître d'ouvrage s'engagent à essayer de trouver une solution amiable à leurs différends avant toute saisine de la juridiction administrative compétente.

33 Litige

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent est, en vertu de l'article R. 221-3 du code de justice administrative, celui de Melun situé à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Melun
43, Avenue du Général De Gaulle
77000 Melun

Pour toute information supplémentaire : greffe.ta-melun@juradm.fr ou Tél : 01.60.56.66.30

CHAPITRE IX : DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-TVX, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG-TVX.